

Convention sur les armes à sous-munitions

16 juillet 2012
Français
Original: anglais

Troisième Assemblée des États parties

Oslo, 11-14 septembre 2012

Point 10 de l'ordre du jour provisoire

État et fonctionnement d'ensemble de la Convention

Rapport d'activité d'Oslo Suivi des progrès réalisés dans la mise en œuvre du Plan d'action de Vientiane entre les deuxième et les troisième Assemblées des États parties

Soumis par le Président de la deuxième Assemblée des États parties

1. Le présent rapport expose une analyse globale des tendances de la mise en œuvre du Plan d'action de Vientiane et des chiffres connexes depuis la deuxième Assemblée des États parties, tenue à Beyrouth en septembre 2011, jusqu'à la troisième Assemblée, qui se tiendra à Oslo en septembre 2012. Destiné à faciliter les débats lors de la troisième Assemblée en rendant compte des progrès accomplis et en recensant les principales questions à examiner, il ne saurait remplacer un rapport officiel. Les données qu'il présente se fondent sur des informations accessibles à tous, en particulier les rapports initiaux et annuels établis au titre des mesures de transparence par les États parties, sur des déclarations faites lors de la réunion intersessions tenue en avril 2012 et sur d'autres sources publiques, notamment sur des renseignements fournis par la société civile, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et l'ONU. Le rapport d'activité d'Oslo est présenté par le Liban en sa qualité de Président de la deuxième Assemblée des États parties, avec l'aide des Coordonnateurs pour l'état général et le fonctionnement de la Convention, à savoir la Zambie et le Saint-Siège, et du Coordonnateur exécutif (PNUD). Les coordonnateurs thématiques ont fourni des informations complémentaires fondées sur les consultations et les analyses au sein de leur groupe de travail respectif.

2. Lorsqu'il est question des États parties, des États signataires ou des observateurs dans le présent rapport, ceux-ci sont désignés explicitement; le terme «États non parties» est employé pour désigner conjointement les États signataires et les États observateurs; le terme «États» est employé quant à lui pour désigner les États parties, signataires et observateurs en général. Même si la Convention sur les armes à sous-munitions n'est pas encore entrée en vigueur à l'égard de certains des États cités qui l'ont ratifiée, ceux-ci sont dénommés États parties dans le présent rapport. D'une façon générale, celui-ci n'établit pas de distinction entre les informations communiquées dans les déclarations faites lors de la réunion intersessions d'avril 2012 et les rapports initiaux et annuels au titre des mesures de transparence.

3. Le présent rapport a été achevé le 29 juin 2012. Les informations complémentaires obtenues après cette date feront l'objet d'un additif à la troisième Assemblée des États parties.

I. État actuel et tendances générales

Universalisation

4. Soixante-treize États parties ont ratifié la Convention, soit une progression de 13,6 % depuis la deuxième Assemblée des États parties. Les mesures d'universalisation et de sensibilisation mises en œuvre, conformément au Plan d'action de Vientiane, par les États, l'ONU, le CICR, la Coalition contre les armes à sous-munitions et d'autres ont incité de nouveaux États à devenir officiellement Parties à la Convention en la ratifiant ou en y adhérant. D'après les informations disponibles, un nombre important de signataires auront ratifié la Convention avant la fin de 2012. Une allégation d'utilisation d'armes à sous-munitions a été avancée depuis la deuxième Assemblée, mais l'État observateur concerné a nié l'utilisation de ces armes. Les acteurs qui participent à la mise en œuvre de la Convention se sont attachés à appliquer les **Actions n^{os} 2 à 7**. Les questions dont sera saisie la troisième Assemblée pourraient porter sur les moyens de maintenir le rythme soutenu d'augmentation du nombre d'États parties et la façon de renforcer le respect des normes de la Coalition contre les armes à sous-munitions.

Destruction des stocks

5. Tous les États parties qui ont communiqué des informations au sujet de leurs stocks d'armes à sous-munitions dans leur rapport au titre de l'article 7 ont pris des mesures concrètes conformément aux Actions n^{os} 8 et 9 du Plan d'action de Vientiane, et la majorité d'entre eux ont déclaré que la destruction de ces stocks devrait être réalisée bien avant l'arrivée à échéance du délai de huit ans fixé dans la Convention. En outre, un certain nombre d'États qui ont récemment conclu le processus de ratification de la Convention et d'États signataires ont déjà commencé soit à détruire physiquement soit à prévoir la destruction de leurs stocks. Étant donné que certains États parties et États signataires ont demandé une assistance technique et/ou financière, l'une des principales questions à examiner lors de la troisième Assemblée pourrait être de savoir comment fournir l'assistance nécessaire au respect des obligations en matière de destruction de stocks, notamment dans le cadre d'une coopération avec les organisations concernées.

Dépollution et réduction des risques

6. La presque totalité des 13 États parties et des 5 États signataires qui avaient déclaré la présence de restes d'armes à sous-munitions ont pris des mesures de dépollution, conformément à leurs engagements au titre du Plan d'action de Vientiane. Leurs activités ont été facilitées par les progrès en matière de technologies et de méthodes de levés et de destruction. Ces progrès ont été présentés et examinés lors de la réunion intersessions et ont contribué à montrer comment la Convention avait servi de catalyseur pour l'adoption de nouvelles méthodes. L'une des questions à examiner lors la troisième Assemblée pourrait donc être la façon dont les États qui font face à ce problème peuvent tirer au mieux partie des progrès techniques et méthodologiques.

Assistance aux victimes

7. La majorité des États parties et certains signataires ayant des obligations au titre de l'article 5 ont réalisé des progrès sensibles pour ce qui est d'appliquer tout ou partie des actions prévues dans le Plan d'action de Vientiane. Les efforts accrus déployés pour faire davantage connaître les services et les projets destinés à faciliter la participation des victimes d'armes à sous-munitions à la vie économique et sociale, à développer ses services et à en faciliter l'accès sont particulièrement encourageants. La participation activement encouragée d'experts, notamment de pays touchés, lors de la réunion intersessions et de réunions de groupes de travail, a fortement contribué à axer le débat sur les conséquences pratiques des dispositions de la Convention. Tirer le maximum des possibilités de collaboration et de coopération entre États parties et acteurs de la société civile, comme entre divers instruments juridiques internationaux ayant des liens entre eux, et obtenir un financement durable figurent par conséquent au nombre des principales questions qui seront abordées lors de la troisième Assemblée des États parties.

Coopération et assistance internationales

8. La moitié des États parties ayant des obligations au titre des articles 3, 4 ou 5 de la Convention ont indiqué, depuis l'entrée en vigueur de cette dernière, avoir besoin d'une assistance et quatre autres l'ont fait savoir depuis la deuxième Assemblée. L'essentiel de ces besoins concernent la dépollution, la réduction des risques et l'assistance aux victimes. Le nombre d'États fournissant des contributions financières ou en nature pour l'application de la Convention, conformément aux **Actions n^{os} 37 à 42**, a sensiblement augmenté depuis la deuxième Assemblée. Les questions qui pourraient être abordées lors de la troisième Assemblée pourraient être de savoir comment mieux appliquer les mesures prévues dans le Plan d'action de Vientiane de façon à assurer des résultats à long terme, et comment renforcer les liens entre les divers intervenants qui participent à l'application de la Convention.

Transparence

9. Près de 80 % des rapports annuels attendus au titre des mesures de transparence ont été soumis. Ces rapports sont d'une qualité variable, et il a parfois été difficile d'en tirer des informations pertinentes. Le Coordonnateur pour les rapports est par conséquent en train d'élaborer un guide afin d'aider les États parties à communiquer des informations exactes et précises. Parmi les principales questions qui pourraient être abordées par la troisième Assemblée pourrait donc figurer celle de savoir comment identifier et surmonter les obstacles qui empêchent les États parties de s'acquitter de leurs obligations en la matière et faire en sorte que les informations soient communiquées de manière cohérente et utile, en insistant sur l'intérêt du guide à cet égard.

Mesures d'application nationale

10. Plus d'un tiers des États parties ont adopté les dispositions législatives nécessaires à l'application de la Convention, ou sont en train de les adopter. Par ailleurs, un nombre de plus en plus important d'États parties ont pris d'autres mesures administratives visant à assurer sa mise en œuvre efficace. Il reste cependant encore beaucoup à faire pour que l'ensemble des États parties élaborent et adoptent les dispositions législatives nécessaires à la pleine application de la Convention. L'une des principales questions qui pourrait être examinée lors de la troisième Assemblée reste donc le fait de savoir comment identifier et

surmonter les obstacles qui empêchent les États parties de progresser davantage s'agissant de la mise en œuvre au niveau national, et déterminer l'assistance qui pourrait être nécessaire à cet égard.

II. Partenariats

11. Les États, la Coalition internationale contre les sous-munitions – à savoir les survivants des armes à sous-munitions et leurs organisations représentatives, le système des Nations Unies, le CICR, la Fédération internationale du Croissant-Rouge et le Centre international de déminage humanitaire de Genève – ont continué de collaborer étroitement, ce qui a permis d'enregistrer d'importants progrès dans les domaines de l'universalisation et de l'application de la Convention, et a fait progresser les discussions au sujet d'un certain nombre de questions thématiques lors de la réunion intersessions. La coopération et le caractère informel de cette collaboration ont été des éléments déterminants de ces bons résultats.

III. Universalisation

12. Dix États ont ratifié la Convention ou y ont adhéré depuis la deuxième Assemblée des États parties¹.

13. Seize États signataires² ont annoncé publiquement que la ratification de la Convention était en cours. L'un d'entre eux³ a annoncé que les instruments de ratification avaient été envoyés à New York pour être déposés auprès de l'ONU et quatre⁴ ont déclaré que la ratification devrait intervenir avant la troisième Assemblée des États parties. En outre, deux États signataires⁵ ont annoncé que la question de la ratification de la Convention était examinée.

14. La Coalition internationale contre les sous-munitions a par ailleurs indiqué que la ratification était en cours dans 15 États signataires⁶ et que 14 États⁷ avaient déclaré envisager d'y adhérer. En d'autres termes, il se pourrait que la Convention compte 32 nouveaux États parties dans un avenir proche, et qu'une quinzaine d'autres États envisagent de la ratifier.

Actions n^{os} 2 à 7

15. Onze États parties⁸ ont déclaré que des mesures avaient été prises, aussi bien dans le cadre de réunions bilatérales qu'au sein d'instances multilatérales (Associations des nations d'Asie du Sud-Est (ASEAN), Mouvement des pays non alignés et Communauté des

¹ Côte d'Ivoire, Honduras, Hongrie, Italie, Mauritanie, République dominicaine, République tchèque, Suède, Togo et Trinité-et-Tobago.

² Afrique du Sud, Australie, Angola, Bénin, Cameroun, Canada, Congo, Gambie, Kenya, Madagascar, Ouganda, Pérou, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Suisse et Tchad.

³ Cameroun.

⁴ Bénin, Gambie, Ouganda et Tchad.

⁵ Namibie et Tanzanie.

⁶ Chypre, Colombie, Congo, Djibouti, Haïti, Indonésie, Iraq, Islande, Libéria, Madagascar, Namibie, Nigéria, Paraguay, Philippines et Somalie.

⁷ Cambodge, Érythrée, Îles Salomon, Kiribati, Malaisie, Maurice, Népal, Serbie, Soudan du Sud, Tadjikistan, Thaïlande, Vanuatu, Viet Nam et Zimbabwe.

⁸ Australie, Autriche, Croatie, France, Grenade, Irlande, Japon, Norvège, Portugal, République démocratique populaire lao et Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Caraïbes (CARICOM)), comme à l'occasion de l'organisation en Croatie et au Ghana⁹ d'ateliers consacrés à l'universalisation, pour promouvoir le respect de la Convention et encourager de nouveaux États à y adhérer. Un plan d'action sur l'universalisation a été élaboré par les 33 pays d'Afrique subsaharienne qui ont participé à la Conférence régionale d'Accra sur l'universalisation de la Convention¹⁰.

16. Des États et la Coalition internationale contre les sous-munitions ont réagi à de récents rapports publiés dans les médias faisant état de l'utilisation par le Soudan d'armes à sous-munitions dans le Kordofan méridional¹¹. Il a été fait référence aux conséquences inacceptables de ces armes pour la population civile et à la nécessité absolue d'assurer le respect de la norme établie par la Convention, et ajouté que toute allégation d'utilisation de ces armes doit être prise au sérieux et exige d'être tirée pleinement au clair¹². En réponse à ces réactions, le Soudan a déclaré que ces accusations étaient sans fondement, qu'il ne produit ni ne stocke d'armes à sous-munitions et qu'il n'a pas utilisé de telles armes que ce soit par le passé ou à une date récente, contrairement à ce qui est avancé¹³.

17. À la suite du rapport faisant état de l'utilisation d'armes à sous-munitions sur le territoire d'un État partie en 2011, comme décrit dans le rapport d'activité de Beyrouth¹⁴, deux missions distinctes ont été envoyées au Cambodge par des organisations de la société civile¹⁵, qui ont confirmé que les armes utilisées étaient effectivement des armes à sous-munitions¹⁶.

18. Les Coordonnateurs pour l'universalisation ont déclaré avoir coopéré avec 11 États parties¹⁷, le CICR et la Coalition internationale contre les sous-munitions pour développer l'approche régionale de l'universalisation. Plusieurs États ont déclaré avoir coopéré avec d'autres États parties et avec des partenaires tels que le PNUD, la Coalition internationale contre les sous-munitions, le CICR, l'UNICEF, le Service antimines de l'ONU et des organisations comme Handicap International et la Norwegian's People Aid (NPA) pour encourager l'universalisation et l'application des normes énoncées par la Convention.

19. Les Coordonnateurs pour l'universalisation ont également indiqué avoir adopté une démarche commune en juin et juillet auprès de 113 États non parties, conjointement ou individuellement, par l'intermédiaire de leurs missions à l'étranger en fonction de l'existence ou non de ces missions. Ils feront rapport sur les résultats de cette démarche conjointe lors de la troisième Assemblée des États parties.

⁹ Atelier sur la Convention d'Oslo organisé à Bestovje (Croatie), du 15 au 18 mai 2012 et Conférence régionale d'Accra sur l'universalisation de la Convention, organisée du 28 au 30 mai 2012.

¹⁰ <http://www.clusterconvention.org/work-programme/accra-regional-conference-on-the-universalization-of-the-ccm-28-30-may-2012/>.

¹¹ BBC News, «Sudan denies attacking South Kordofan civilians», 7 mars 2012, <http://www.bbc.co.uk/news/world-africa-17294210>.

¹² Norvège, Liban et Coalition internationale contre les sous-munitions.

¹³ Soudan.

¹⁴ Voir rapport d'activité de Beyrouth (par. 21).

¹⁵ Mission effectuée par la Cambodia Campaign to Ban Landmines and Cluster Bombs les 9 et 12 février 2011 et par le NPA les 1^{er} et 2 avril 2011.

¹⁶ 31 août 2011, Landmine and Cluster Munition Monitor, Thailand County profile, http://www.the-monitor.org/index.php/cp/display/region_profiles/theme/2244#_ftn22.

¹⁷ Japon (Coordonnateur pour l'Asie et le Pacifique), Portugal (Coordonnateur pour les pays lusophones), Belgique (Europe occidentale), Bulgarie (Europe orientale), Canada (Amérique du Nord), Chili (Amérique du Sud), Costa Rica (Caraïbes), République démocratique populaire lao (Asie et Pacifique), Liban (Moyen-Orient), Zambie (pays d'Afrique anglophones) et Togo (pays d'Afrique francophones).

20. Le Groupe interinstitutions de coordination de la lutte antimines¹⁸, le CICR et la Coalition internationale contre les sous-munitions ont fait état de mesures destinées à encourager l'universalisation de la Convention. À l'occasion de la Journée internationale pour la sensibilisation aux problèmes des mines et l'assistance à la lutte antimines (4 avril), le Secrétaire général de l'ONU a lancé un appel en faveur de l'adhésion universelle à la Convention et à d'autres traités humanitaires dans le domaine du désarmement.

21. Les efforts de sensibilisation, comme prévus par l'**Action n° 7**, se sont traduits par la participation de 80 États non parties à la deuxième Assemblée des États parties¹⁹, de 32 États non parties à la réunion intersessions²⁰, de 20 États non parties à la Conférence régionale d'Accra²¹ et d'un État observateur à l'atelier sur la Convention d'Oslo. Quatre États parties²² ont fourni un appui financier pour des programmes de parrainage qui ont permis la participation de 36 États non parties à la deuxième Assemblée des États parties, de 34 États non parties à la réunion intersessions et de 20 États non parties à la Conférence régionale d'Accra.

Défis et questions à examiner à la troisième Assemblée des États parties

22. Si les ratifications se succèdent à un rythme régulier, l'adhésion par des États non signataires, notamment ceux qui produisent et/ou stockent des armes à sous-munitions, constitue un problème particulier auquel il faudrait s'atteler. Les questions soulevées dans le rapport d'activité de Beyrouth, notamment aux alinéas *c* et *d* du paragraphe 27 et *a* à *c* du paragraphe 28 sur le renforcement des normes, restent d'actualité. Par ailleurs, à la suite de l'atelier régional organisé récemment à Accra, les questions suivantes ont été identifiées:

- a) Concernant les pays d'Afrique subsaharienne, quelles mesures devraient être prises pour appliquer efficacement le Plan d'action d'Accra sur l'universalisation de la Convention et notamment pour assurer la participation de non-signataires, y compris de pays qui produisent ou qui stockent de telles armes?
- b) Comment les États parties pourraient-ils utiliser davantage les groupes régionaux et linguistiques pour encourager la ratification de la Convention par des États qui n'en sont pas encore parties?

IV. Destruction des stocks

Champ d'application

23. Treize États parties²³ ont déclaré avoir contracté des obligations au titre de l'article 3 de la Convention, dont quatre depuis la deuxième Assemblée des États parties²⁴. Cinq États

¹⁸ Les actions du système des Nations Unies sont coordonnées par le Groupe interinstitutions de coordination de la lutte antimines qui se compose de 14 entités. Dans certains cas les membres du Groupe sont également appelés Équipe de la lutte antimines des Nations Unies.

¹⁹ Pour la liste des participants à la deuxième Assemblée voir: <http://www.unog.ch>.

²⁰ Pour la liste des participants voir: <http://www.clusterconvention.org/work-programme/intersessional-meeting-2012/>.

²¹ Pour la liste des participants voir: <http://www.clusterconvention.org/work-programme/accra-regional-conference-on-the-universalization-of-the-ccm-28-30-may-2012>.

²² Allemagne, Autriche, Norvège et Suisse.

²³ Allemagne, Bulgarie, Chili, Croatie, Danemark, ex-République yougoslave de Macédoine, France, Guinée-Bissau, Italie, Japon, Pays-Bas, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et Suède.

signataires²⁵ avaient déjà des stocks d'armes à sous-munitions et sept États signataires²⁶ disposent de stocks de telles munitions.

24. Au total, 11 États parties²⁷ ont déclaré s'être acquittés de leurs obligations de destruction de leurs stocks, dans huit cas avant l'entrée en vigueur de la Convention à leur égard. Deux États parties²⁸ ont déclaré avoir détruit la totalité de leurs stocks depuis la deuxième Assemblée des États parties.

Actions n^{os} 8 et 9

25. Conformément à l'**Action n^o 8**, six États parties²⁹ sur les 13 ayant des obligations au titre de l'article 3 ont commencé à détruire leurs stocks. D'après le Cluster Munition Monitor, 650 000 armes à sous-munitions et 68,2 millions de sous-munitions explosives ont déjà été détruites par les États parties. Sur les 13 États parties disposant de stocks, 5³⁰ ont confirmé que la destruction de ces stocks interviendrait bien avant l'arrivée à échéance du délai de huit ans et les 8 autres ont déclaré avoir pris des dispositions pour respecter ce délai ou être en train d'élaborer des plans concrets pour le respecter. Depuis la deuxième Assemblée des États parties, cinq États signataires³¹ ont fourni des informations au sujet de destructions passées, en cours ou prévues. Neuf³² des 14 États parties qui ont déclaré avoir l'obligation de détruire des stocks existants d'armes à sous-munitions ont présenté le rapport prévu à l'article 7, dans lequel figurent des informations sur le nombre d'armes à sous-munitions stockées.

26. Dix États parties³³ et un État signataire³⁴ ont déclaré conserver des armes à sous-munitions et leurs sous-munitions explosives pour la mise au point de techniques de détection et de destruction et la formation à l'utilisation de ces techniques, ou la mise au point de contre-mesures pour les armes à sous-munitions. Depuis la deuxième Assemblée des États parties, neuf de ces États ont communiqué des informations sur le type et la quantité d'armes à sous-munitions conservées³⁵.

27. Un État partie³⁶ a déclaré être en train de déterminer le nombre d'armes à sous-munitions qu'il envisage de conserver à des fins autorisées.

28. Cinq États parties³⁷ ont déclaré utiliser des armes à sous-munitions qu'ils avaient conservées à des fins de formation. Un État partie³⁸ a déclaré ne conserver que des articles

²⁴ Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, ex-République yougoslave de Macédoine et Pays-Bas.

²⁵ Angola, Colombie, Congo, Hongrie et Iraq.

²⁶ Afrique du Sud, Canada, Guinée, Indonésie, Nigéria, Pérou et Suisse.

²⁷ Autriche, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Équateur, Espagne, Monténégro, Norvège, Portugal, République de Moldova, République tchèque et Slovaquie.

²⁸ Bosnie-Herzégovine et Slovaquie.

²⁹ Allemagne, France, Italie, Pays-Bas, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et Suède.

³⁰ Allemagne, Danemark, ex-République yougoslave de Macédoine, Italie et Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

³¹ Canada, Nigéria, Pérou, République démocratique du Congo et Suisse.

³² Allemagne, Bulgarie, Croatie, Danemark, ex-République yougoslave de Macédoine, France, Japon, Pays-Bas et Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

³³ Allemagne, Belgique, Croatie, Danemark, Espagne, France, Pays-Bas, République de Moldova, République tchèque et Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

³⁴ Australie.

³⁵ Allemagne, Belgique, Croatie, Espagne, France, Pays-Bas, République de Moldova, République tchèque et Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

³⁶ Danemark.

³⁷ Allemagne, Belgique, France, République tchèque et Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

ne comportant pas d'explosifs et qui ne sont donc pas considérés comme des armes à sous-munitions.

Défis et questions à examiner à la troisième Assemblée des États parties

29. La réunion intersessions de 2012 a notamment été marquée par le fait que tous les États parties qui avaient communiqué des informations au sujet de leurs stocks ont également indiqué avoir pris des mesures concrètes, conformément aux **Actions n^{os} 8 et 9**, la majorité d'entre eux précisant que la destruction des stocks serait terminée bien avant l'arrivée à échéance du délai de huit ans fixé. Il s'agit maintenant notamment de maintenir cette dynamique et de collaborer avec les organisations compétentes afin de fournir, aux États qui en font la demande, l'assistance nécessaire pour leur permettre de s'acquitter de leurs obligations en matière de destruction des stocks.

30. Il faut également obtenir des précisions quant à la taille des stocks et aux mesures précises de destruction envisagées des États parties qui n'ont pas encore communiqué ces informations. S'agissant de la section IV du rapport d'activité de Beyrouth, l'ensemble des questions précédemment soulevées devraient être considérées comme étant toujours pertinentes. Les principales questions ou principaux défis sont toutefois notamment les suivants:

- a) S'agissant de l'alinéa *a* du paragraphe 37 de la section IV du rapport d'activité de Beyrouth, quels sont les obstacles/difficultés rencontrés par les États à l'occasion de la destruction de leurs stocks ou de l'élaboration de plans de destruction, et des mesures satisfaisantes ont-elles été prises pour les surmonter?
- b) Quel serait pour les États parties et les autres organisations le meilleur moyen de coopérer avec les États qui connaissent des difficultés, notamment s'agissant de la sécurité des stocks mis de côté en vue de leur destruction, de l'identification des armes à sous-munitions dans les dépôts et des coûts associés à la destruction des stocks?
- c) Comment utiliser les rapports présentés au titre de l'article 7 et les réunions organisées dans le cadre de la Convention pour garantir que le nombre d'armes à sous-munitions conservées ne soit pas supérieur au nombre minimum nécessaire?

V. Dépollution et réduction des risques

Champ d'application

31. Treize États parties³⁹ et cinq États signataires⁴⁰ auraient des obligations au titre de l'article 4, et devraient par conséquent exécuter les **Actions n^{os} 10 à 17**. Il s'agit donc de la majorité des 28 États et trois territoires qui seraient contaminés par des restes d'armes à sous-munitions, dont un État partie⁴¹ et un État signataire⁴² qui figurent parmi les quatre pays⁴³ les plus touchés.

³⁸ Croatie.

³⁹ Afghanistan, Allemagne, Bosnie-Herzégovine, Chili, Croatie, Grenade, Guinée-Bissau, Liban, Mauritanie, Monténégro, Mozambique, Norvège et République démocratique populaire lao.

⁴⁰ Angola, Iraq, Ouganda, République démocratique du Congo et Tchad.

⁴¹ République démocratique populaire lao.

⁴² Iraq.

⁴³ Cambodge, Iraq, République démocratique populaire lao et Viet Nam.

32. Sept États parties⁴⁴ et un État signataire⁴⁵ ainsi que deux États observateurs⁴⁶ ont communiqué des informations actualisées quant à l'évolution de leur programme de dépollution. L'un de ces États parties⁴⁷ a annoncé qu'il se sera totalement acquitté de ses obligations en 2013.

33. Comme indiqué dans le rapport d'activité de Beyrouth, deux États parties⁴⁸ avaient terminé leurs activités de dépollution et s'étaient donc acquittés de leurs obligations avant même l'entrée en vigueur de la Convention à leur égard.

Actions n^{os} 10 à 13

34. Trois États parties⁴⁹ ont déclaré avoir pris des mesures pour protéger la population civile contre les risques posés par les restes d'armes à sous-munitions, comme prévu par l'**Action n° 11**. Huit États parties⁵⁰, un État signataire⁵¹ et deux États observateurs⁵² ont communiqué des informations au sujet de la superficie et de l'emplacement des zones polluées et/ou ont déclaré avoir réalisé certains levés (techniques, non techniques, de référence) ou prévoir d'en réaliser comme prévu par l'**Action n° 12**. Deux de ces États parties⁵³ prévoient d'avoir terminé les levés en 2012 pour l'un et 2013 pour l'autre. Trois États parties⁵⁴, un État signataire⁵⁵ et un État observateur⁵⁶ ont fait part des efforts engagés pour élaborer et appliquer un plan national de dépollution, conformément à l'**Action n° 13**.

Actions n^{os} 14 à 16

35. Deux États parties⁵⁷ ont communiqué des informations quant à la façon dont ils avaient informé les communautés touchées et les avaient associées à l'élaboration du plan de dépollution, comme prévu par l'**Action n° 14**. En ce qui concerne l'**Action n° 15**, six États parties⁵⁸, un État signataire⁵⁹, et un État observateur⁶⁰ ont décrit les méthodes qu'ils ont appliquées pour réaliser les levés et dépolluer les zones touchées. Trois États parties⁶¹ ont fourni des informations détaillées à jour concernant les méthodes mises en œuvre pour autoriser à nouveau l'accès à des terres précédemment considérées comme suspectes, conformément à l'**Action n° 16**. Lors de la réunion intersessions de 2012, un groupe d'experts a appelé l'attention des États touchés sur l'importance qu'il y avait à utiliser des techniques de levés et de dépollution fiables et adaptées à la situation considérée afin

⁴⁴ Allemagne, Bosnie-Herzégovine, Croatie, Liban, Mauritanie, Norvège et République démocratique populaire lao.

⁴⁵ Tchad.

⁴⁶ Cambodge et Serbie.

⁴⁷ Norvège.

⁴⁸ Albanie et Zambie.

⁴⁹ Bosnie-Herzégovine, Liban et Norvège.

⁵⁰ Allemagne, Bosnie-Herzégovine, Croatie, Liban, Mauritanie, Monténégro, Norvège et République démocratique populaire lao.

⁵¹ Tchad.

⁵² Cambodge et Serbie.

⁵³ Allemagne et Mauritanie.

⁵⁴ Liban, Mauritanie et République démocratique populaire lao.

⁵⁵ Tchad.

⁵⁶ Cambodge.

⁵⁷ Liban et République démocratique populaire lao.

⁵⁸ Allemagne, Bosnie-Herzégovine, Croatie, Liban, Mauritanie et République démocratique populaire lao.

⁵⁹ Tchad.

⁶⁰ Cambodge.

⁶¹ Croatie, Liban et République démocratique populaire lao.

d'obtenir des évaluations aussi précises que possible des restes d'armes à sous-munitions et de les éliminer aussi efficacement que possible.

Action n° 17

36. Quatre États parties⁶² ont fourni des informations actualisées sur les mesures prises pour élaborer des programmes ciblés de réduction des risques, et un État observateur⁶³ a fourni des détails au sujet de son nouveau document thématique consacré à des questions en rapport avec l'éducation aux risques.

Actions n° 18 et 19

37. Les Coordonnateurs pour la dépollution et la réduction des risques ont annoncé la préparation d'un document thématique, fondé sur le rapport consacré à l'application de tous les moyens appropriés visant à assurer la mise en œuvre efficace de l'article 4 présenté lors de la deuxième Assemblée des États parties par l'Australie, qui était alors l'Ami des activités de dépollution, et consacré à la réouverture de l'accès aux terres.

Défis et questions à examiner à la troisième Assemblée des États parties

38. L'un des principaux défis pour les États parties consiste à mettre au point des plans stratégiques détaillés prévoyant des méthodes et méthodologies efficaces, appropriées et adaptées au contexte en vue de la réouverture de l'accès aux terres précédemment considérées comme pouvant être contaminées et de la dépollution de terres effectivement contaminées. Il sera donc important d'assurer un échange permanent entre experts sur le terrain et organismes publics responsables des États touchés. La troisième Assemblée pourrait donc examiner les questions suivantes:

- a) Quelles mesures les États parties devraient-ils prendre pour mettre au point des plans efficaces par rapport à leur coût et adaptés qui répondent aux problèmes précis se posant dans chaque pays ou territoire touchés?
- b) Comment les États parties peuvent-ils accroître l'efficacité des opérations de levés et d'élimination des restes d'armes à sous-munitions?
- c) Quels sont les autres problèmes – présence à la fois d'armes à sous-munitions et de mines terrestres, manque de données de levés et état de l'environnement – qui se posent aux États et aux opérateurs chargés des opérations de dépollution et comment y répondre le mieux?
- d) Comment les États parties peuvent-ils mobiliser des ressources pour les opérations de dépollution et les programmes de réduction des risques?

VI. Assistance aux victimes

Champ d'application

39. Depuis la deuxième Assemblée, deux États parties⁶⁴ et un État signataire⁶⁵ ont ou auraient des obligations au titre de l'article 5 1), et par conséquent 10 États parties⁶⁶ et cinq

⁶² Bosnie-Herzégovine, Croatie, Liban et République démocratique populaire lao.

⁶³ Cambodge.

⁶⁴ Guinée-Bissau et Monténégro.

⁶⁵ Ouganda.

États signataires⁶⁷ devraient mettre en œuvre les **Actions n° 20 à 32**. Sur ce total, trois États parties⁶⁸ et un État signataire⁶⁹ ainsi que deux États observateurs⁷⁰ figurent parmi les États où le nombre de victimes des armes à sous-munitions est le plus important et doivent répondre aux besoins de plusieurs milliers de survivants. Trois États parties⁷¹ et un État signataire⁷² ont communiqué des informations actualisées sur le nombre de victimes enregistrées.

Actions n° 20 à 23

40. Outre les cinq États parties⁷³ déjà mentionnés dans le rapport d'activité de Beyrouth, deux États signataires⁷⁴ et un État observateur⁷⁵ ont déclaré avoir mis en place un mécanisme de coordination conformément à l'**Action n° 21**. Les cinq États parties⁷⁶ qui ont déclaré avoir recueilli des données ou commencé à recueillir des données conformément à l'**Action n° 22**, ont également déclaré avoir pris des mesures pour améliorer la collecte de données sur les victimes et/ou l'évaluation des besoins. Un autre État partie⁷⁷ et un État signataire⁷⁸ auraient commencé à recueillir des données sur les victimes.

41. Outre les quatre États parties⁷⁹ mentionnés dans le rapport d'activité de Beyrouth, trois États parties⁸⁰ ont déclaré avoir appliqué l'**Action n° 23** en intégrant les efforts en faveur de l'assistance aux victimes aux mécanismes de coordination existants concernant les personnes handicapées.

Actions n° 24 à 29

42. Quatre⁸¹ des cinq États parties⁸² qui ont déclaré avoir élaboré des plans comme prévu par l'**Action n° 24** et deux États signataires⁸³ ont élaboré et/ou actualisé leur plan d'action national au cours de la période considérée.

43. Cinq États parties⁸⁴ et un État signataire⁸⁵ ont déclaré avoir mis en œuvre ou prévu des mesures visant à faciliter l'accès des victimes aux services d'assistance, conformément à l'**Action n° 25**, et notamment à améliorer les services de prothèses, de soins de santé/de réadaptation dans les zones contaminées ainsi qu'à fournir des soins gratuits et à distribuer des cartes d'invalidité aux survivants. Trois États parties⁸⁶ ont déclaré avoir mis en œuvre des activités visant à informer les survivants de leurs droits et des services disponibles,

⁶⁶ Afghanistan, Albanie, Bosnie-Herzégovine, Croatie, Guinée-Bissau, Liban, Monténégro, Mozambique, République démocratique populaire lao et Sierra Leone.

⁶⁷ Angola, Iraq, Ouganda, République démocratique du Congo et Tchad.

⁶⁸ Afghanistan, Liban et République démocratique populaire lao.

⁶⁹ Iraq.

⁷⁰ Cambodge et Viet Nam.

⁷¹ Bosnie-Herzégovine, Liban et République démocratique populaire lao.

⁷² Tchad.

⁷³ Albanie, Bosnie-Herzégovine, Croatie, Liban et République démocratique populaire lao.

⁷⁴ Ouganda et République démocratique du Congo.

⁷⁵ Cambodge.

⁷⁶ Albanie, Bosnie-Herzégovine, Croatie, Liban et République démocratique populaire lao.

⁷⁷ Chili.

⁷⁸ République démocratique du Congo.

⁷⁹ Albanie, Bosnie-Herzégovine, Croatie et République démocratique populaire lao.

⁸⁰ Chili, Liban et Monténégro.

⁸¹ Albanie, Croatie, Liban et République démocratique populaire lao.

⁸² Albanie, Bosnie-Herzégovine, Croatie, Liban et République démocratique populaire lao.

⁸³ Ouganda et République démocratique du Congo.

⁸⁴ Albanie, Monténégro, Guinée-Bissau, Liban et République démocratique populaire lao.

⁸⁵ Tchad.

⁸⁶ Albanie, Liban et République démocratique populaire lao.

conformément à l'**Action n° 27**. Un État signataire⁸⁷ met en œuvre des mesures destinées à mieux faire connaître les services disponibles.

44. En ce qui concerne l'**Action n° 28**, quatre États parties⁸⁸ et un État signataire⁸⁹ ont déclaré avoir assuré des formations et mis en œuvre des projets générateurs de revenus afin de faciliter l'intégration des victimes d'armes à sous-munitions à la vie économique et sociale.

45. Trois États parties⁹⁰ ont décrit les mesures prises pour mobiliser des ressources au niveau national comme au niveau international, conformément à l'**Action n° 29**. Quatre États parties⁹¹ et un État signataire⁹² ont déclaré qu'il restait difficile d'obtenir le financement nécessaire aux mesures d'assistance aux victimes.

Actions n° 30 à 32

46. Sept États parties⁹³, deux États signataires⁹⁴ et un État observateur⁹⁵ font activement participer les victimes d'armes à sous-munitions et leurs organisations représentatives à l'élaboration des plans d'assistance aux victimes et/ou des mécanismes nationaux de coordination comme prévu par l'**Action n° 30**. Trois États parties⁹⁶ et un État signataire⁹⁷ font participer des victimes en tant qu'experts à leurs délégations aux réunions organisées dans le cadre de la Convention, comme prévu par l'**Action n° 31**. En outre, des représentants d'organisations⁹⁸ travaillant dans des États touchés⁹⁹ ont été invités par les Coordonateurs à prendre la parole lors de la séance consacrée à l'assistance aux victimes. Au niveau national, sept États parties¹⁰⁰ font participer des survivants ou leurs organisations représentatives aux mécanismes d'assistance aux victimes ou de coordination des activités en faveur des personnes handicapées. Depuis la deuxième Assemblée, six États parties¹⁰¹ ont fait état de l'intérêt à travailler en étroite liaison avec des organisations non gouvernementales pour appliquer les mesures d'assistance aux victimes, au niveau national comme au niveau local.

Défis et questions à examiner à la troisième Assemblée des États parties

47. Les défis auxquels il a été fait référence et les questions examinées dans le rapport d'activité de Beyrouth devraient toujours être considérés comme d'actualité.

48. L'un des défis à relever par les États parties consiste à assurer la participation des victimes et de leurs organisations représentatives à l'élaboration des politiques et à la mise

⁸⁷ Tchad.

⁸⁸ Albanie, Bosnie-Herzégovine, Liban et République démocratique populaire lao.

⁸⁹ Ouganda.

⁹⁰ Croatie, Liban et République démocratique populaire lao.

⁹¹ Albanie, Croatie, Liban et République démocratique populaire lao.

⁹² Ouganda.

⁹³ Afghanistan, Bosnie-Herzégovine, Chili, Croatie, Liban, Mozambique et République démocratique populaire lao.

⁹⁴ Ouganda et République démocratique du Congo.

⁹⁵ Cambodge.

⁹⁶ Albanie, Bosnie-Herzégovine et Croatie.

⁹⁷ Ouganda.

⁹⁸ Cooperative Orthotic and Prosthetic Enterprise (COPE), Organization of Amputees (UDAS) and Albanian Mine Action Executive (AMAE).

⁹⁹ Albanie, Bosnie-Herzégovine et République démocratique populaire lao.

¹⁰⁰ Afghanistan, Albanie, Bosnie-Herzégovine, Croatie, Liban, Mozambique et République démocratique populaire lao.

¹⁰¹ Bosnie-Herzégovine, Chili, Croatie, Liban, Ouganda et République démocratique populaire lao.

en œuvre de mesures concrètes d'assistance aux victimes, notamment en les faisant participer aux délégations nationales aux réunions intersessions ainsi qu'aux réunions des États parties, mais aussi aux processus de prise de décisions, au niveau national et au niveau local.

49. Un deuxième défi consiste à encourager la coopération et la collaboration entre l'ensemble des instruments juridiques internationaux portant sur des questions apparentées de façon à assurer le respect des droits des survivants, et en particulier avec la Convention relative aux droits des personnes handicapées qui fixe un cadre juridique international d'ensemble pour une approche de l'assistance aux victimes non discriminatoire et fondée sur les droits de l'homme.

50. Un troisième défi consiste à tirer au maximum parti des possibilités de collaboration et de coopération entre États parties et acteurs de la société civile sur le terrain qui, dans la plupart des cas, ont un accès direct aux victimes et sont pleinement informés de leurs besoins ainsi que des mesures mises en œuvre.

51. Au niveau national, plusieurs questions méritent d'être examinées entre les partenaires lors de la troisième Assemblée des États parties, à savoir:

- a) Quels enseignements les États parties qui ont évalué les besoins des survivants ont-ils tirés de ces évaluations? Comment ces évaluations pourraient-elles contribuer à améliorer les évaluations et les enquêtes futures à ce sujet? Comment tenir compte des besoins spécifiques en fonction de l'âge et du sexe des victimes dans les programmes d'assistance, depuis les premières phases de planification jusqu'à la mise en œuvre?
- b) Quelles mesures les États parties devraient-ils prendre pour favoriser l'intégration économique et sociale des victimes, notamment pour leur assurer un accès approprié à l'éducation et au travail, pour assurer un échange permanent de bonnes pratiques et de données d'expérience tirées de la participation du secteur public et du secteur privé, et pour encourager les initiatives de microfinancement?
- c) Quelles mesures les États parties devraient-ils prendre pour permettre à toutes les victimes d'armes à sous-munitions d'avoir plus facilement accès aux services qui leur sont destinés ou pour mettre en place de tels services dans les régions où ceux-ci sont peu nombreux, voire inexistantes?
- d) Quelles mesures les États parties devraient-ils prendre pour apporter un soutien, aussi bien financier qu'en nature, suffisant et prévisible à la mise en œuvre des mesures d'assistance aux victimes?

VII. Coopération et assistance internationales

Champ d'application

52. Au total, 21 États parties¹⁰² ont déclaré avoir des obligations au titre des articles 3, 4 et/ou 5 de la Convention, quatre de ces États ayant fait cette déclaration depuis la deuxième Assemblée des États parties¹⁰³. Dix de ces États parties¹⁰⁴ ont indiqué avoir besoin d'une

¹⁰² Afghanistan, Albanie, Allemagne, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Croatie, Danemark, ex-République yougoslave de Macédoine, France, Grenade, Guinée-Bissau, Japon, Liban, Mauritanie, Monténégro, Mozambique, Norvège, Pays-Bas, République démocratique populaire lao, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et Sierra Leone.

¹⁰³ Afghanistan, ex-République yougoslave de Macédoine, Grenade et Mauritanie.

assistance afin de s'acquitter de leurs obligations depuis l'entrée en vigueur de la Convention.

53. Depuis la deuxième Assemblée des États parties, trois nouveaux États¹⁰⁵ ont déclarés fournir un appui aux États touchés. Dix-neuf États parties¹⁰⁶, trois États signataires¹⁰⁷ et un État observateur¹⁰⁸ ont donc au total fait savoir qu'ils avaient fourni des contributions financières ou en nature pour les activités de coopération et d'assistance internationales.

Actions n^{os} 33 à 36

54. Deux États parties¹⁰⁹ ont fait savoir qu'ils avaient besoin d'une aide pour la destruction de leur stock. Deux États signataires¹¹⁰ qui possèdent des stocks ont fait savoir qu'ils avaient besoin d'une aide technique et/ou financière pour leur destruction.

55. Depuis la deuxième Assemblée, un État partie¹¹¹ a terminé la destruction de ses stocks avec l'aide financière du PNUD, conformément à l'**Action n^o 34**. Deux États parties¹¹² n'ont pas communiqué d'informations actualisées depuis la réunion intersessions de 2011 quant au fait de savoir s'ils auraient ou non besoin d'une coopération et d'une assistance. Cinq États parties¹¹³ ont indiqué avoir besoin d'une aide pour les activités de **dépollution et/ou de réduction des risques**. Trois de ces États parties¹¹⁴ et un État signataire¹¹⁵ ont décrit les problèmes auxquels ils étaient confrontés et leurs besoins probables d'assistance au moyen du formulaire F concernant la transparence.

56. Quatre États parties¹¹⁶ ont fait savoir qu'ils avaient besoin d'une aide pour l'assistance aux victimes. Un État partie¹¹⁷ a fourni des informations complémentaires à ce sujet depuis le rapport d'activité de Beyrouth.

57. Au cours de la réunion intersessions de 2012, cinq États parties¹¹⁸ ont présenté des informations au sujet des activités menées en coopération avec des groupes de la société civile, des entreprises, des organisations internationales et d'autres États parties, conformément aux **Actions n^{os} 34 et 35**. Un État partie¹¹⁹ a fait un exposé sur la coopération technique et l'échange d'informations au sujet de pratiques prometteuses conformément à l'**Action n^o 36**.

¹⁰⁴ Albanie, Bosnie-Herzégovine, Croatie, ex-République yougoslave de Macédoine, Grenade, Guinée-Bissau, Liban, Pérou et République démocratique populaire lao.

¹⁰⁵ Italie, Liban et Pays-Bas.

¹⁰⁶ Allemagne, Autriche, Belgique, Croatie, Danemark, Espagne, France, Irlande, Italie, Japon, Liban, Lituanie, Luxembourg, Nouvelle-Zélande, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Siège et Slovénie.

¹⁰⁷ Afrique du Sud, Australie et Liechtenstein.

¹⁰⁸ Cambodge.

¹⁰⁹ Croatie.

¹¹⁰ Nigéria et Pérou.

¹¹¹ Bosnie-Herzégovine.

¹¹² Côte d'Ivoire et Guinée-Bissau.

¹¹³ Croatie, ex-République yougoslave de Macédoine, Grenade, Liban et République démocratique populaire lao.

¹¹⁴ Croatie, Liban et République démocratique populaire lao.

¹¹⁵ Tchad.

¹¹⁶ Albanie, Liban, République démocratique populaire lao et Zambie.

¹¹⁷ Afghanistan.

¹¹⁸ Allemagne, Croatie, Grenade, Liban et République démocratique populaire lao.

¹¹⁹ Croatie.

Actions n^{os} 37 à 42

58. Un État partie¹²⁰ a déclaré avoir fourni une assistance pour la destruction des stocks; 23 États¹²¹ ont fourni une assistance pour **la dépollution et la réduction des risques**; quatre États parties¹²² et un État signataire¹²³ ont déclaré avoir fourni une aide financière pour l'assistance aux victimes.

59. Au cours de la réunion intersessions de 2012, deux États parties¹²⁴ et trois États signataires¹²⁵ se sont déclarés prêts à fournir une assistance comme prévu par l'**Action n^o 42**.

Actions n^{os} 43 à 50

60. Dans le cadre des **Actions n^{os} 43 à 48**, les Coordonnateurs de la coopération et de l'assistance ont entrepris la réalisation d'un catalogue des meilleures pratiques et des enseignements tirés à l'occasion des activités de coopération et d'assistance. Comme prévu par l'**Action n^o 46**, un État partie¹²⁶ a déclaré avoir assuré une formation aux risques présentés par les mines à l'intention de la population et des démineurs en Libye. Au cours de la réunion intersessions de 2012, trois États parties¹²⁷ et deux États signataires¹²⁸ ont fait part de leurs points de vue au sujet de l'application pratique des dispositions de la convention en matière de coopération et d'assistance internationales, conformément à l'**Action n^o 48**.

Défis et questions à examiner à la troisième Assemblée des États parties

61. Comme indiqué dans le rapport d'activité de Beyrouth, le problème pour les États parties est toujours de s'acquitter des obligations prévues aux articles 3, 4 et/ou 5 et, pour ce qui est des besoins en matière de coopération et d'assistance internationales, d'élaborer des plans d'ensemble précisant l'ampleur du problème, les besoins, les priorités et les calendriers de mise en œuvre, et d'en faire part aux acteurs dans le cadre de l'application de la Convention. Les acteurs étatiques et non-étatiques qui fournissent un appui à la mise en œuvre de la Convention devraient prendre contact avec les États qui ont indiqué avoir besoin d'une aide ou qui ont demandé une aide, et structurer leur soutien en fonction des plans élaborés.

62. La nécessité d'assurer une assistance fiable et permanente de façon à répondre aux besoins et aux objectifs à long terme, une fois les buts initiaux atteints, représente un autre défi. L'ensemble des questions soulevées à la section VII du rapport d'activité de Beyrouth devraient être considérées comme étant toujours d'actualité. Les principales questions/problèmes identifiés sont toutefois:

- a) Comment améliorer le partenariat entre pays donateurs, pays touchés et acteurs de la lutte antimines de façon à traiter plus efficacement, de manière intégrée

¹²⁰ Autriche.

¹²¹ Afrique du Sud, Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Cambodge, Croatie, Danemark, Espagne, France, Irlande, Italie, Japon, Liban, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Siège et Slovaquie.

¹²² Autriche, Belgique, Japon et Norvège.

¹²³ Australie.

¹²⁴ Allemagne et Liban.

¹²⁵ Afrique du Sud, Australie et Madagascar.

¹²⁶ Croatie.

¹²⁷ Allemagne, Croatie et Norvège.

¹²⁸ Allemagne, Croatie et Norvège.

et axée sur les résultats, les questions de destruction de stocks, de déminage et d'assistance aux victimes? Comment le cadre mis en place par la Convention pourrait-il être utilisé pour permettre et faciliter la communication au sujet des besoins entre États parties?

b) Quelles mesures les États parties peuvent-ils prendre pour faire en sorte que les mécanismes de financement, les technologies, les compétences et l'expérience soient utilisés pour atteindre les objectifs à long terme tels que l'aide aux communautés touchées?

VIII. Appui à la mise en œuvre de la Convention

63. Le Président, les Coordonnateurs et les États parties ont mené de larges consultations avec les organisations compétentes et les ont associées aux consultations ainsi qu'aux réunions des groupes de travail thématiques, conformément aux **Actions n°s 51 et 52**. Les organisations de la société civile et les organisations internationales ont participé activement à la réunion intersessions de 2012 et apporté le point de vue d'experts au sujet de certaines questions clefs. Concernant l'**Action n° 53**, lors de leur deuxième Assemblée, les États parties ont désigné des coordonnateurs chargés de diriger les groupes de travail consacrés aux principaux thèmes. Le Comité de coordination s'est réuni chaque mois afin d'échanger des informations sur les progrès réalisés et mener des consultations sur des questions liées à la création d'un groupe d'appui à la mise en œuvre de la Convention dont a été chargé le Président, ainsi que sur la coordination des travaux en vue du succès de la mise en œuvre de la Convention et de son universalisation.

64. S'appuyant sur les résultats des consultations avec les États parties et les Coordonnateurs, le Président de la deuxième Assemblée des États parties a préparé, avec le concours de l'Équipe de coordination, un projet de document de travail consacré au groupe d'appui à la mise en œuvre de la Convention, les éléments qui pourraient figurer dans un projet de décision à ce sujet ainsi que des documents d'information au sujet des modalités de financement du groupe, en application de l'**Action n° 54**¹²⁹. S'acquittant du mandat que lui avaient confié les États parties à leur deuxième Assemblée¹³⁰, le Président a tenu des consultations avec le Centre international pour le déminage humanitaire de Genève et prépare actuellement une proposition pour examen par les États parties à leur troisième Assemblée.

65. En application des **Actions n°s 55 et 56**, les opérations de déminage concernant tous les types d'armes ont été intégrées de façon à dégager des synergies. Les Coordonnateurs chargés de l'assistance aux victimes ont organisé des réunions consacrées aux aspects opérationnels de l'assistance aux victimes sur le terrain au titre de diverses conventions.

Défis et questions à examiner à la troisième Assemblée des États parties

66. Les deux questions soulevées à la section VIII du rapport d'activité de Beyrouth devraient être considérées comme étant toujours d'actualité. Toutefois, la troisième Assemblée des États parties devra principalement s'intéresser aux questions/défis ci-après:

a) Quelles mesures le Comité de coordination devrait-il adopter afin que les ressources techniques et financières apportées par les États, les organisations internationales et la société civile soient utilisées aux mieux?

¹²⁹ <http://www.clusterconvention.org/work-programme/intersessional-meeting-2012/>.

¹³⁰ Voir section IV, par. 29 du rapport final de la deuxième Assemblée des États parties.

b) Pour ce qui est des objectifs à long terme, notamment la destruction des stocks, la dépollution et l'assistance aux victimes, quelle serait la meilleure façon pour les États parties d'utiliser le Groupe d'appui à la mise en œuvre de la Convention pour assurer le plus rapidement et le plus efficacement possible le respect universel des normes énoncées dans la Convention? Quel devrait être le rôle du futur groupe à l'appui de la mise en œuvre et de l'universalisation de la Convention?

Transparence

67. Soixante-six États parties¹³¹ doivent présenter leur rapport au titre de l'article 7 avant la troisième Assemblée. Au 29 juin 2012, depuis la réunion intersessions, 42 États parties¹³² avaient soumis leur rapport initial. Deux rapports¹³³ ont par ailleurs été soumis à titre volontaire. 29 États parties¹³⁴ n'ont pas encore soumis leur rapport initial, dont 12 pour lesquels leur rapport n'est pas encore exigible.

68. Quarante et un États parties¹³⁵ devaient soumettre leur rapport annuel au titre de l'article 7 au 30 avril 2012 au plus tard, conformément à l'**Action n° 59**. Trente-deux¹³⁶ ont soumis effectivement leur rapport, et deux États signataires¹³⁷ ont présenté des rapports annuels actualisés à titre volontaire.

69. Le Coordonnateur pour les mesures de transparence a indiqué que des lettres avaient été adressées aux États parties afin de leur rappeler leurs obligations. Conformément à l'**Action n° 62**, il a déclaré qu'un projet de guide pour l'établissement des rapports était actuellement en cours d'élaboration pour présentation à la troisième Assemblée des États parties et qu'un groupe de contact officieux avait été créé en vue d'échanger les enseignements tirés des rapports soumis dans le cadre d'autres conventions relatives au désarmement. Des discussions ont également été engagées au sujet de savoir s'il était souhaitable de regrouper la séance consacrée à la question des rapports avec les autres séances thématiques qui seront organisées lors de la réunion intersessions de 2013.

Défis et questions à examiner à la troisième Assemblée des États parties

70. L'un des principaux objectifs et défis consiste à s'assurer que les États parties qui n'ont pas soumis leur rapport initial au titre de l'article 7 ou les mises à jour annuelles de leur rapport dans les délais prévus le fassent rapidement. L'amélioration de la qualité des rapports, qui est variable, ainsi que la présence systématique, en particulier, d'informations pertinentes concernant le respect des obligations en vertu des articles 3, 4 et 5, constituent un autre défi. Les questions à examiner par la troisième Assemblée des États parties restent, dans une large mesure, celles qui figuraient déjà dans le rapport d'activité de Beyrouth. L'Assemblée pourrait également examiner les questions suivantes:

a) Quels sont les obstacles qui empêchent les États parties de s'acquitter de leurs obligations en matière de rapport? Comment surmonter ces obstacles, et comment aider les États parties qui rencontrent des difficultés?

¹³¹ Voir annexe I.

¹³² Voir annexe I.

¹³³ Canada et République démocratique du Congo.

¹³⁴ Voir annexe I.

¹³⁵ Voir annexe I.

¹³⁶ Voir annexe I.

¹³⁷ Canada et République démocratique du Congo.

- b) Que pourraient faire les États parties pour présenter les détails techniques de leurs obligations au titre des articles 3, 4 et 5 de manière systématique, afin de pouvoir déterminer avec certitude les progrès réalisés en matière de dépollution, de destruction des stocks et d'assistance aux victimes à l'appui des enseignements tirés et échanger plus largement les meilleures pratiques entre États parties?

IX. Mesure d'application nationale

Action n° 63

71. Depuis la deuxième Assemblée, quatre nouveaux États parties¹³⁸ ont déclaré avoir adopté des dispositions législatives spécifiquement destinées à assurer la mise en œuvre de la Convention, portant ainsi à 15¹³⁹ le nombre total d'États parties dans ce cas. Quatre autres États parties¹⁴⁰ ont déclaré que leur législation en vigueur était considérée suffisante, portant le nombre total d'États parties dans ce cas à 12. Actuellement, 11 États parties sont en train d'adopter une législation spécifique, six¹⁴¹ ayant indiqué que la procédure avait été engagée au cours de la période considérée. Le nombre d'États signataires qui ont indiqué avoir engagé une procédure est toujours de trois¹⁴².

72. Cinq États parties¹⁴³ ont indiqué avoir adopté d'autres mesures administratives et, par exemple, modifié le programme de formation des forces armées¹⁴⁴, ordonné le démantèlement de toutes les armes à sous-munitions et la création d'une autorité nationale intérimaire chargée de coordonner l'application des mesures nécessaires au respect des obligations imposées par la convention¹⁴⁵ ou encore publié des décrets pris par le Premier Ministre¹⁴⁶.

Actions n° 64 et 65

73. Trois États parties¹⁴⁷ ont décrit la façon dont ils ont informé les organismes publics concernés des interdictions et obligations énoncées dans la Convention.

Défis et questions à examiner à la troisième Assemblée des États parties

74. Les questions soulevées dans le rapport d'activité de Beyrouth, notamment aux alinéas *a* et *b* du paragraphe 77, concernant les obstacles à une adoption rapide de dispositions législatives visant à donner effet aux dispositions de la Convention sont toujours valables, à savoir:

- a) Quels éléments s'opposent à ce que l'application nationale progresse davantage et de quelle assistance les États parties pourraient-ils avoir besoin pour adopter les décrets d'application?

¹³⁸ Équateur, Îles Cook, Portugal et République tchèque.

¹³⁹ Voir annexe I.

¹⁴⁰ Danemark, ex-République yougoslave de Macédoine, Nicaragua et Pays-Bas.

¹⁴¹ Bulgarie, Burundi, Ghana, Guatemala, Liban et Sierra Leone.

¹⁴² Australie, Canada et République démocratique du Congo.

¹⁴³ Bulgarie, Croatie, Danemark, ex-République yougoslave de Macédoine et République démocratique populaire lao.

¹⁴⁴ Croatie.

¹⁴⁵ Bulgarie.

¹⁴⁶ République démocratique populaire lao.

¹⁴⁷ Croatie, Danemark et Liban.

- b) Quelles mesures un État partie peut-il prendre pour informer tous les acteurs nationaux concernés, notamment les forces armées, également dans le contexte d'opérations militaires conjointes avec des États non parties, des obligations qui lui incombent au titre de la convention sur les armes à sous-munitions?

X. Respect des obligations

75. Aucun problème grave de non-respect des obligations n'a encore été signalé, mais il convient de noter que le nombre d'États parties qui ont adopté ou appliqué de nouvelles dispositions législatives reste peu élevé, et que 28 États parties n'ont pas remis dans les délais prévu de rapport au titre des mesures de transparence. Les États parties et les États signataires semblent très attachés à appliquer rapidement et intégralement les dispositions de la Convention, notamment s'agissant de la destruction des stocks et de la dépollution. Dans l'esprit de la Convention, tout éventuel grave problème de non-respect des obligations devrait être réglé dans un esprit de coopération, qui permette à des États parties d'aider d'autres États parties à trouver des solutions.

76. Les défis et les questions à examiner lors de la troisième Assemblée des États parties sont dans une large mesure les mêmes que ceux qui figurent dans le rapport d'activité de Beyrouth.

Annexe I

Tableaux récapitulant les progrès réalisés dans les divers domaines thématiques

III. Universalisation

<i>73 États parties (par région)¹⁴⁸</i>	<i>Signataires</i>
Afrique (20)	Afrique (21)
Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cap-Vert, Comores, Côte d'Ivoire , Ghana, Guinée-Bissau, Lesotho, Malawi, Mali, Mauritanie , Mozambique, Niger, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Togo , Swaziland, Zambie	Afrique du Sud, Angola, Bénin, Cameroun, Djibouti, Gambie, Guinée, Kenya, Libéria, Madagascar, Namibie, Nigéria, Ouganda, République centrafricaine, République démocratique du Congo, République du Congo, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Somalie, Tchad
Amériques (15)	Amériques (7)
Antigua-et-Barbuda, Chili, Costa Rica, El Salvador, Équateur, Grenade, Guatemala, Honduras , Mexique, Nicaragua, Panama, République dominicaine , Saint-Vincent-et-les Grenadines, Trinité-et-Tobago , Uruguay	Bolivie, Canada, Colombie, Haïti, Jamaïque, Paraguay, Pérou
Asie (3)	Asie (2)
Afghanistan, Japon, République démocratique populaire lao	Indonésie, Philippines
Europe (29)	Europe (4)
Albanie, Allemagne, Autriche, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Croatie, Danemark, Espagne, ex-République yougoslave de Macédoine, France, Hongrie , Irlande, Italie , Lituanie, Luxembourg, Malte, Moldova, Monaco, Monténégro, Norvège, Pays-Bas, Portugal, République tchèque , Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, Saint-Siège, Slovaquie, Suède	Chypre, Islande, Liechtenstein, Suisse
Moyen-Orient (2)	Moyen-Orient (1)
Liban, Tunisie	Iraq
Pacifique (4)	Pacifique (3)
Fidji, Îles Cook, Nouvelle-Zélande, Samoa	Australie, Nauru, Palaos

¹⁴⁸ Les nouveaux États parties depuis la deuxième Assemblée des États parties sont indiqués en caractères **gras**: Trinité-et-Tobago (21 septembre 2011), Italie (21 septembre 2011), République tchèque (22 septembre 2011), République dominicaine (20 décembre 2011), Mauritanie (1^{er} février 2012), Côte d'Ivoire (12 mars 2012), Honduras (21 mars 2012), Suède (23 avril 2012), Togo (22 juin 2012), Hongrie (5 juillet 2012).

IV. Destruction des stocks

<i>États parties ayant des obligations au titre de l'article 3</i>	<i>États parties s'étant acquittés de leurs obligations au titre de l'article 3¹⁴⁹</i>	<i>États parties ayant engagé le processus de destruction</i>	<i>États parties conservant des stocks à des fins de formation</i>	<i>États parties qui ont communiqué des informations au sujet des stocks conservés</i>
Allemagne, Bulgarie, Chili, Croatie, Danemark, ex-République yougoslave de Macédoine, France, Guinée-Bissau, Honduras, Italie, Japon, Pays-Bas, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède	Autriche, Belgique, Bosnie-Herzégovine , Équateur, Espagne, Monténégro, Norvège, Portugal, République de Moldova, République tchèque, Slovénie	Allemagne, France, Italie, Pays-Bas, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède	Allemagne, Belgique, Croatie, Danemark, Espagne, France, Pays-Bas, République de Moldova, République tchèque, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Allemagne, Belgique, Croatie, Espagne, France, Pays-Bas, République de Moldova, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

V. Dépollution et réduction des risques

<i>États parties ayant des obligations au titre de l'article 4</i>	<i>États parties qui ont communiqué des informations actualisées au sujet de l'état d'avancement de leur programme de dépollution</i>	<i>États parties qui ont communiqué des informations au sujet de la superficie et de l'emplacement des zones polluées et des activités de levé</i>	<i>États parties qui ont fait part des efforts déployés pour élaborer et appliquer un plan national de dépollution</i>	<i>États parties qui ont élaboré des programmes de réduction des risques</i>
Afghanistan, Allemagne, Bosnie-Herzégovine, Croatie, Grenade, Liban, Mauritanie, Monténégro, Mozambique, Norvège, République démocratique populaire lao, Sierra Leone	Allemagne, Bosnie-Herzégovine, Croatie, Liban, Norvège, République démocratique populaire lao	Allemagne, Bosnie-Herzégovine, Croatie, Liban, Mauritanie, Monténégro, Norvège, République démocratique populaire lao	Liban, Mauritanie, République démocratique populaire lao	Allemagne, Croatie, Liban, République démocratique populaire lao

¹⁴⁹ Les États parties qui se sont acquittés de leurs obligations depuis la deuxième Assemblée sont indiqués en caractères **gras**.

VI. Assistance aux victimes

<i>États parties ayant des obligations au titre de l'article 5</i>	<i>États parties qui ont intégré l'assistance aux victimes à leurs programmes nationaux de santé et en faveur des personnes handicapées</i>	<i>États parties qui ont élaboré un plan national d'assistance aux victimes</i>
Afghanistan, Albanie, Bosnie-Herzégovine, Croatie, Guinée-Bissau, Liban, Mozambique, République démocratique populaire lao, Sierra Leone	Albanie, Bosnie-Herzégovine, Chili, Croatie, Liban, Monténégro, République démocratique populaire lao	Albanie, Bosnie-Herzégovine, Croatie, Liban, République démocratique populaire lao

VII. Coopération et assistance internationales

<i>États parties qui ont déclaré avoir besoin d'une assistance</i>	<i>États parties qui ont déclaré fournir un appui</i>
Albanie, Bosnie-Herzégovine, Croatie, ex-République yougoslave de Macédoine, Grenade, Guinée-Bissau, Liban, Pérou, République démocratique populaire lao, Zambie	Allemagne, Autriche, Belgique, Croatie, Danemark, Espagne, France, Irlande, Italie, Japon, Liban, Lituanie, Luxembourg, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Siège, Slovénie

VIII. Transparence

<i>États parties qui ont soumis leur rapport initial au titre de l'article 7</i>	<i>États parties qui ont soumis leur rapport annuel au titre de l'article 7 (au 29 juin)</i>	<i>Signataires qui ont volontairement soumis un rapport au titre de l'article 7</i>
Albanie, Allemagne, Autriche, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Croatie, Danemark, Équateur, Espagne, ex-République yougoslave de Macédoine, France, Ghana, Guatemala, Irlande, Japon, Lesotho, Liban, Lituanie, Luxembourg, Malawi, Malte, Mexique, Monaco, Monténégro, Nicaragua, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Portugal, République démocratique populaire lao, République de Moldova, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, Saint-Siège, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sierra Leone, Slovénie, Uruguay, Zambie	Allemagne, Autriche, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Croatie, Danemark, Espagne, ex-République yougoslave de Macédoine, France, Guatemala, Irlande, Japon, Liban, Lituanie, Luxembourg, Mexique, Monaco, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Portugal, République démocratique populaire lao, République de Moldova, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, Saint-Siège, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Slovénie, Zambie	Canada, Palaos, République démocratique du Congo

IX. Mesures d'application nationales

*États parties qui ont adopté une législation en rapport
avec la mise en œuvre de la Convention*

Allemagne, Autriche, Belgique, Équateur,
Espagne, France, Îles Cook, Irlande, Japon,
Luxembourg, Norvège, Nouvelle-Zélande,
Portugal, République tchèque, Royaume-Uni de
Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

*États parties qui élaborent une législation en rapport
avec la mise en œuvre de la Convention*

Albanie, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi,
Croatie, Ghana, Guatemala, Liban, Malawi,
République démocratique populaire lao, Sierra
Leone, Zambie
